

# première ligne

## RÉDUIRE LES RISQUES LIÉS AUX CONSOMMATIONS DE DROGUES

### Édito

Pierre-Yves Aubert  
PRÉSIDENT

L'association Première ligne, en particulier notre espace d'accueil et de consommation à moindres risques pour les usagers de drogues, est sous le regard de nos voisins français depuis plusieurs semaines.

En effet, plus d'une vingtaine de médias de l'hexagone nous ont contactés pour recueillir des informations et réaliser des reportages sur le Quai 9. Un groupe d'une trentaine d'élus locaux, de grandes villes comme de plus petites agglomérations, sont venus visiter le Quai 9 et ont rencontré des représentants de nos autorités communales, cantonales, fédérales et de la police, lors d'une journée de travail en septembre.

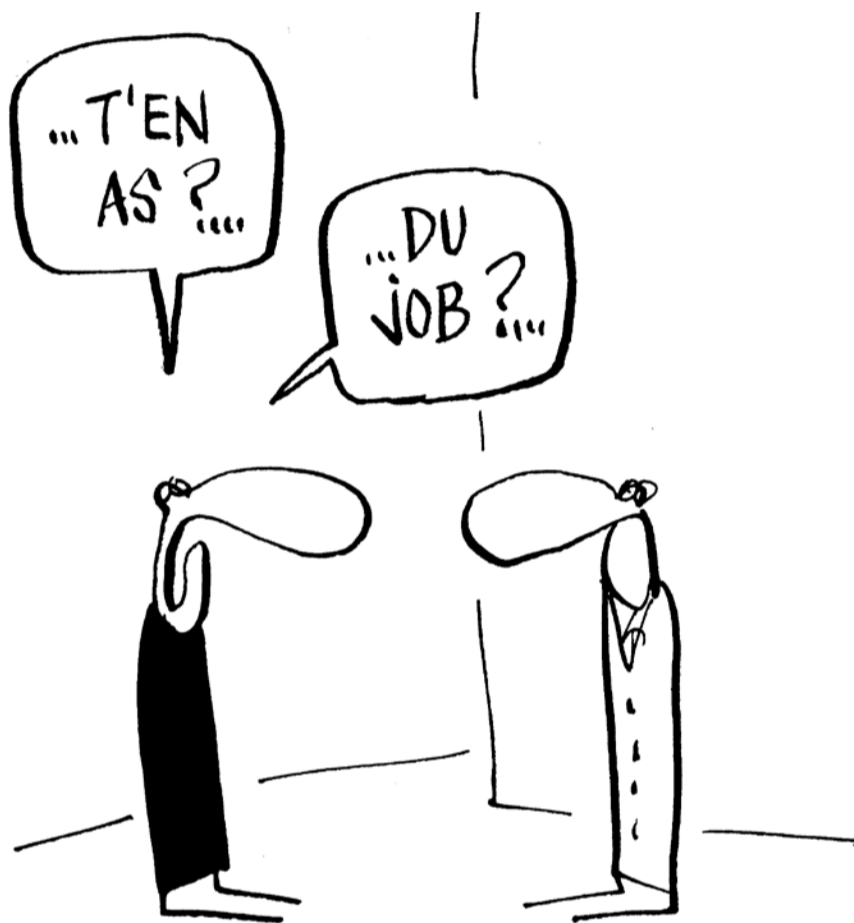
Pourquoi cet engouement? Le débat est aujourd'hui ouvert en France, sur l'opportunité d'ouvrir de telles salles de consommation à moindre risques, comme outils complémentaires de prévention et de réduction des risques. Ces nombreuses visites sont une illustration du rôle de référence que notre association exerce, bien au-delà de nos frontières.

De nombreuses questions ont été posées, relatives aux représentations de l'usage de drogues, à la prise en charge des usagers durant la période de consommation, au travail d'orientation en direction des lieux de traitements. Nous avons pu leur rappeler que le rôle de l'intervenant professionnel n'est en aucun cas de l'encouragement à utiliser des drogues, mais bien d'accompagner les usagers de drogues dans leur phase active de consommation, en en réduisant au maximum les conséquences négatives.

«Pour arriver au traitement, encore faut-il être vivant!» a rappelé M. Pierre-François Unger, Conseiller d'Etat.

## Mais au fait, quelle est la mission de Première Ligne ?

**Plaidoyer** Il n'a jamais été facile de faire comprendre à la population qu'il ne suffit pas de dire « No drugs ». Le Quai 9 et le bus d'information et de préservation de la santé répondent à une nécessité : la protection de ses usagers face aux risques inhérents à la consommation



gérer nous-mêmes les traitements, comme la prescription de méthadone. C'est le travail de centres spécialisés et de médecins installés, fort nombreux à Genève.

Dans cet esprit, une de nos méthodes est de favoriser la participation des usagers à la gestion du Quai 9 et à des tâches directement utiles à la communauté, comme le ramassage de seringues. Ces activités sont proposées pour leur permettre de se décentrer momentanément de l'usage de drogues, d'une vie parfois exclusivement centrée sur l'acquisition et la consommation de drogues.

Il n'est pas de notre compétence de déterminer si ces personnes résident sur le territoire helvétique. Par contre, il est de notre ressort de répondre au mandat qui nous a été donné par les autorités de proposer de mesures de prévention à toute personne qui peut être concernée par ces mesures, quelle que soit sa nationalité ou son statut légal.

### MIX & REMIX

durant cette période de consommation afin d'en réduire les dommages et de leur permettre d'envisager des démarches de soins.

Le rôle des intervenants est de tout faire pour que les personnes restent en vie, dans le meilleur état de santé possible. C'est dans cet esprit que nous avons œuvré depuis près de 20 ans pour limiter, avec succès, les infections VIH/sida, les hépatites ou les overdoses. C'est aussi dans cet esprit que nous soutenons des personnes en plein désarroi, que nous les aidons à faire le point sur leur situation et à s'engager dans une démarche de changement. Et nous savons qu'elles sont très nombreuses à avoir apprécié cette présence dans des périodes de vulnérabilité très importante.

Notre travail est justement d'être proches de la rue afin de rencontrer les usagers de drogues qui ne sont pas nécessairement en contact avec les lieux de soins. Notre mandat est de se mobiliser, jour après jour, pour rendre les traitements accessibles en faisant un important travail de relais et d'orientation vers les structures de soins, dans le respect du rythme et des aspirations de la personne. Notre mandat n'a jamais été de

Christophe Mani  
EX-DIRECTEUR

Le Quai 9, espace d'accueil et de consommation pour les usagers de drogues et le bus BIPS d'information et de préservation de la santé sont deux lieux de réduction des risques liés à l'usage de drogues gérés par l'association Première ligne. Ils s'insèrent dans les dispositifs genevois et nationaux en matière de drogues, basés sur la prévention, le traitement, la réduction des risques et la répression. Un mandat nous est octroyé par les autorités genevoises pour mener à bien nos actions. Il fait l'objet d'un contrat de prestations voté par le Grand Conseil dans le cadre de la loi accordant une indemnité financière aux associations de lutte contre les infections VIH/sida.

La Confédération et les autorités genevoises ont opté de longue date pour une politique des drogues concertée entre les différents partenaires impliqués. Il n'est pas question de privilégier un modèle d'intervention, mais bien d'intégrer les différentes composantes du problème, afin de proposer les interventions les plus cohérentes possibles.

Qu'on le veuille ou non, il faut bien

constater que la consommation de psychotropes a toujours existé dans tous les pays du monde et dans tous les modèles de société. Cette consommation peut produire des effets indésirables, que cela soit sur les personnes dépendantes de substances ou sur la vie en société.

Le rôle de la réduction des risques est justement de garder les yeux ouverts sur la réalité, sans juger les personnes confrontées à ce qui peut parfois être l'enfer de la drogue. La réduction des risques s'adresse aux personnes qui sont en phase de consommation, que cela soit de manière expérimentale ou dans un usage à plus long terme.

Les intervenants impliqués dans la réduction des risques ne sont ni complices de la consommation ni de certains actes perpétrés pour acquérir des drogues illégales. Par contre, leur rôle est d'être présents auprès de personnes souvent en rupture, avec elles-mêmes et avec leur environnement, d'accompagner, de soutenir, de proposer, de tendre des perches, d'être une béquille ou encore de stimuler. Le travail de réduction des risques n'est pas d'inciter les personnes à consommer des stupéfiants, mais bien de les soutenir

Genève est-elle devenue un lieu d'attraction pour consommateurs, trafiquants et autres délinquants du monde entier? Si c'est le cas, cela paraît difficilement attribuable au Quai 9, mais bien plus à un contexte de zone frontalière, à la sévérité ou non de l'appareil judiciaire ainsi qu'aux bénéfices que produit l'économie des drogues. Il n'est pas certain que la situation soit si différente de l'ensemble des villes européennes de moyenne et de grande importance. A notre niveau, rappelons que nous ne tolérons pas le trafic de drogue dans nos murs. La police peut y intervenir et y intervient quand elle l'estime nécessaire. Nous restons toutefois prêts à nous mettre autour de la table pour chercher, avec l'ensemble des partenaires concernés, des solutions pour améliorer la situation genevoise. Afin de contribuer au débat, nous proposons une page sur le deal à Genève en page 4.

Lire aussi en page 2 : le rôle des « petits boulots » à Première Ligne

**Dons à l'association  
Première ligne**

Vous souhaitez faire un don en ligne.

Merci de vous rendre sur

[www.premiereligne.ch](http://www.premiereligne.ch)

première  
ASSOCIATION GENEVOISE DE  
RÉDUCTION DES RISQUES  
LIÉS AUX DROGUES  
lign

6, rue de la Pépinière  
1201 Genève

[www.premiereligne.ch](http://www.premiereligne.ch)  
T. 022 748 28 78  
BCG compte K 3279.09.07

Tirage 5'000 ex. - Paraît 3 x par année

Éditeur responsable Christophe Mani  
Coordination Xavier Pellegrini  
Création graphique  
a.bergerioux@bluwin.ch  
Ont également contribué à ce numéro  
Martine Baudin, Vincent Benson,  
Jean-Louis Nicou, Anne O'Neill.

# De la drogue au Collège du soir en passant par les « petits jobs »

**Témoignage** Grâce à des travaux accessoires pour Première Ligne, Florence a appris à se décentrer de la consommation et elle a repris confiance en elle. Elle a fini par stopper sa consommation d'héroïne et a trouvé un travail dans la société « normale ».

*Bonjour,  
Je m'appelle Florence  
et j'ai 21 ans.*

J'ai commencé avec l'alcool assez tôt, je fréquentais surtout des personnes plus âgées que moi. Alors, pour ne pas passer pour la « petite » du groupe je compensais en buvant autant, voire plus que les « grands ». Ensuite il y a eu les joints vers 13/14ans et, un an plus tard, j'ai commencé les drogues considérées comme « festives » : ecstasy, MDMA, LSD, champignons, cocaïne... Je ne prenais ces drogues que le week-end. La semaine, je ne fumais que des joints. Je n'avais pas l'impression d'avoir un problème ou une dépendance.

A 17 ans, j'ai rencontré mon premier ami, qui se shootait à l'héroïne et à la coke. Lui, m'interdisait formellement d'y toucher, même s'il n'était pour autant pas capable d'arrêter. J'ai donc voulu comprendre pourquoi et je suis allée à la gare acheter mon premier paquet d'héro. Lorsque je n'ai plus pu cacher

les marques sur mes bras, il m'a quitté en me disant de m'arrêter avant de me brûler les ailes. C'est tombé dans l'oreille d'une sourde !

Le jour de mes 18 ans, je suis partie avec mon sac à dos en claquant la porte au nez de ma famille, mes amis et mes études. J'ai commencé à dormir sous les ponts ou dans les cages d'escaliers. A l'époque, je n'avais pas du tout envie de travailler et, pour moi, il était impensable qu'une personne comme moi puisse faire un travail semblable à celui des gens « normaux ». L'idée de postuler quelque part ne me serait pas venue à l'esprit. On se fait déjà regarder de travers quand on va dans un café pour utiliser les toilettes ; alors pour un boulot...

C'est à ce moment là que j'ai débarqué au Quai 9. Il était clair pour moi que je n'arrêtera jamais, je n'en avais pas envie et je pensais qu'il était trop tard pour réparer mes erreurs.

Au bout de quelques temps,

j'ai entendu parler du petit job « bar ». Comme c'était un job dans la structure du Quai 9 et qu'il était réservé aux consommateurs, je m'y suis inscrite, ce que je n'aurais jamais osé faire pour un travail dans le monde normal. Du coup, j'ai eu pas mal d'efforts à faire comme de retenir la date et l'heure à laquelle je devais travailler. Dans la rue, j'avais perdu la notion du temps (je savais que c'était dimanche quand les magasins étaient fermés). Il fallait aussi penser à ne pas trop consommer avant de travailler pour être en état. J'ai appris à résister à la tentation de ceux qui pouvaient me proposer des produits ou me demander de leur faire gratis.

Grâce à ce petit job, je me suis aperçue que je pouvais tenir une heure sans consommer et que j'étais capable d'avoir un comportement correct. En plus, j'avais la satisfaction d'avoir gagné mon argent plutôt que de mendier ou voler. Cela m'a donné envie de m'inscrire pour le ramassage des seringues. Ce boulot-là,

c'était vraiment un niveau au-dessus : avec une réunion mensuelle le matin (réapprendre à utiliser un réveil et surtout se lever !), le travail avec des collègues, l'apprentissage de la gestion des conflits, tenir deux heures sans consommer. Il faut aussi informer les usagers que l'on croise, évaluer une situation pour savoir si on peut aborder la personne sans se mettre en danger. Les plannings (faits un mois à l'avance) m'ont poussée à acheter un agenda (je n'en avais plus depuis que j'étais partie de chez ma mère).

En voyant que j'étais capable de faire tout ça, j'ai pris mon courage à deux mains et je suis allée m'inscrire à la Boîte à Boulots. Mais comme la liste d'attente était très longue, ça m'est un peu sorti de la tête. Bien des semaines plus tard, j'ai fait des conneries qui m'ont conduite en prison. Même si je n'ai passé que quelques nuits en détention, être privée de liberté m'a bien remis les idées en place. Le lendemain de ma sortie,

je suis allée à la Fondation Phénix ou j'ai commencé une cure de désintoxication à la méthadone. Evidemment, on ne décide pas à entreprendre une cure et, du jour au lendemain, toutes les consommations s'arrêtent. Mais par contre, à chaque fois il faut en parler, trouver pourquoi on a eu envie, pourquoi on n'a pas réussi à résister, ce qu'on pourrait changer pour ne plus faire la même erreur. J'ai aussi débuté une psychothérapie, parce qu'on ne résout pas un problème si on en trouve pas la cause.

Après seulement 3 semaines de cure, mon portable a sonné. C'était la Boîte à Boulots qui me proposait un petit job. Mon estomac tournicotait dans tous les sens ! Là bas j'ai compris que je pouvais faire un travail normal et choisir de parler ou non aux autres de mon parcours. C'était une nouvelle liberté.

J'ai fini par arrêter le ramassage de seringues. Je ne consommait plus et je n'avais plus envie d'avoir des serin-

gues sous le nez. Mais beaucoup de discussions que j'ai eues avant de partir, avec des éducateurs ou des infirmiers qui n'ont pas forcément eu un parcours traditionnel non plus, m'ont permis de réaliser qu'il n'était pas trop tard du tout pour reprendre des études et trouver ma voie. J'ai recommencé à rêver, à penser à l'avenir et à ce que je voudrais qu'il soit.

Aujourd'hui, je suis à 7mg de méthadone (contre 80mg au début). J'ai renoué des liens avec ma famille et mes amis (mon parcours m'a d'ailleurs permis de trier le vrai du faux en matière d'amitié) et le 1er juillet, cela a fait un an que j'ai signé un contrat à durée indéterminée dans une entreprise. Je suis aussi inscrite au collège du soir !

Et, si j'ai décidé de témoigner, c'est que j'ai lu dans 20 Minutes les attaques de M. Stauffer contre le Quai 9 qui prouvent à quel point ce milieu est encore très mal connu malgré tout ce que les gens croient en savoir.

## Les petits jobs à Première ligne

**Eclairage** En 2009, plus de septante usagers ont été impliqués dans différentes activités que Première ligne appelle « les petits jobs ».

*Par Martine Baudin  
DIRECTRICE*

Mais depuis 2002, ramassage de seringues, activité de médiation par les pairs, apport de témoignage dans des conférences, participation à la mise en page du journal et de sa distribution, déménagement, travaux de peinture, gestion du bar, autant de petits jobs qui nous ont largement prouvé que les consommateurs de drogues peuvent être mobilisés et qu'ils sont aujourd'hui

des partenaires à part entière dans le bon fonctionnement de nos activités quotidiennes. A l'interne, les petits jobs permettent de créer un lien encore plus important avec les usagers de drogues. C'est un lien indispensable pour atteindre nos objectifs.

Ce partenariat a nécessité de longues réflexions pour l'équipe de travail qui a dû et doit constamment faire preuve de souplesse et opérer des réajustements. Il a

fallu retravailler par exemple le partage des territoires et œuvrer à une meilleure répartition des tâches. Collaborer avec des usagers de drogues est passionnant mais nécessite un travail de longue haleine ! L'implication des usagers demande de la part des professionnels une posture basée sur la capacité à s'adapter à chaque situation individuelle, à écouter, à accepter les souffrances et les paradoxes, les chutes et les rechutes, l'ambivalence relative à la consommation de dro-

gues. Persévérance, ténacité, humanité, espérance nous ont aussi permis de pérenniser ces efforts.

Enfin, Première ligne a toujours défendu la notion de « consomm'acteur » et les nombreuses expériences positives nous permettent de dire, aujourd'hui plus que jamais, que le développement des compétences sociales des usagers est autant nécessaire que les actions de prévention et de réduction des risques liés aux risques sanitaires.

## Une nouvelle expérience

Depuis le mois de septembre 2010, Première ligne concrétise le Pôle de valorisation des compétences sociales des usagers, avec deux nouveaux collaborateurs ayant une formation et une expérience importantes dans la gestion de projets et dans l'éducation des adultes. Rappelons que

ce projet est l'un des objectifs principaux de l'année 2010 pour notre association et qu'il fait suite à de nombreuses années de constat relatif au désœuvrement toujours plus important chez les consommateurs de drogues qui vivent des ruptures sociales et professionnelles.

Ce projet a déjà rencontré un vif intérêt auprès de plusieurs partenaires sociaux à Genève et a été validé par M. Unger, Conseiller d'Etat en charge du département de l'économie et de la santé.

Travailler sur la valorisation des usagers de drogues (reprise de confiance, estime de soi), leur proposer de se dé-

centrer momentanément de la consommation et les aider à ouvrir des « possibles », à envisager des perspectives hors de la consommation de drogues sont les « paris » que Première ligne ose lancer. Il s'agira également de développer de nouvelles activités tournées sur l'extérieur, apportant des bénéfices pour notre voisinage proche et pour la communauté plus largement.

### Brèves

#### NOUVELLE DIRECTION À PREMIÈRE LIGNE

Monsieur Christophe Mani, le fondateur des structures de réduction des risques à Genève, ayant quitté notre association, c'est Madame Martine Baudin qui a été nommée Directrice de Première ligne et a pris ses fonctions au 1<sup>er</sup> novembre 2010. Elle bénéficie d'une formation en travail social et occupait précédemment la fonction de coordinatrice du Quai 9, espace d'accueil et de consommation, depuis janvier 2003.

#### SCANDALE À LUCERNE

L'Eglise catholique de Lucerne fait scandale. Quelque 3000 capotes anglaises ont été commandées pour une action déjà très médiatisée de trois jours. Sous le slogan « oublier est contagieux. Protège ton prochain comme toi-même », l'Eglise catholique de Lucerne veut attirer l'attention sur les risques des rapports sexuels non protégés. « Le préservatif n'est pas un remède miracle dans la prévention contre le sida, mais une possibilité parmi d'autres », a indiqué lundi Florian Flohr, responsable de la communication auprès de l'Eglise catholique de Lucerne. « Celui qui n'en parle pas en abordant le thème du sida agit contre l'éthique ».

#### DISPARITÉS CONTINENTALES

Malgré la sensibilisation des pouvoirs publics à travers le monde, les usagers de drogue injectables sont toujours des sujets plus exposés à la transmission du VIH. De très fortes inégalités existent entre les différents programmes de prévention selon les continents. Les seringues stériles et les traitements substitutifs aux opiacés sont des mesures fondamentales. Seuls 82 pays proposent un programme de seringues stériles, 70 celui d'un TSO et 66 l'association des deux. L'Amérique Latine et les Caraïbes, l'Afrique du Nord, et le Moyen-Orient, l'Afrique Sub-saharienne sont des « mauvais élèves ». L'objectif est de convaincre les pouvoirs publics encore réticents de la nécessité des programmes de prévention, ce d'autant que d'autres maladies infectieuses pourraient être également évitées, en particulier les hépatites virales, la tuberculose ou les infections sexuellement transmissibles ? « *The Lancet* ».

# La galère des « usagers revendeurs »

**Découverte** Beaucoup d'entre eux décident d'arrêter ces activités après des séjours en prison ou des déboires avec leurs « amis-acheteurs ». Mais il n'est pas facile de sortir de ce rôle.

Vincent Benso  
TECHNOPLUS, PARIS

**LE** dealer, tout le monde croit le connaître : non consommateur, il fréquente les sorties d'écoles et accroche ses clients en leur fourguant du haschich coupé à l'héroïne (la première dose étant bien évidemment offerte). Que bon nombre de chercheurs aient démontré

l'absurdité\* de ce stéréotype ne l'empêche pas de perdurer. Pourtant, à l'heure de la diffusion de l'usage de drogues dans toutes les couches de la société, la notion même de dealer change. S'il existe bien quelques scènes ouvertes de deal dans les grandes villes européennes, la plupart des consommateurs de drogues intégrés préfèrent les éviter. Ils s'organisent donc en réseaux et se fournissent les

uns auprès des autres. Dans ce contexte, une partie des revendeurs sont des usagers qui ont commencé à revendre pour rendre service à des amis en recherche de produit et n'ont entrevu qu'ensuite les bénéfices qu'ils pouvaient tirer de cette pratique.

Un apport financier non négligeable, un meilleur accès au produit mais aussi un statut valorisé dans les groupes

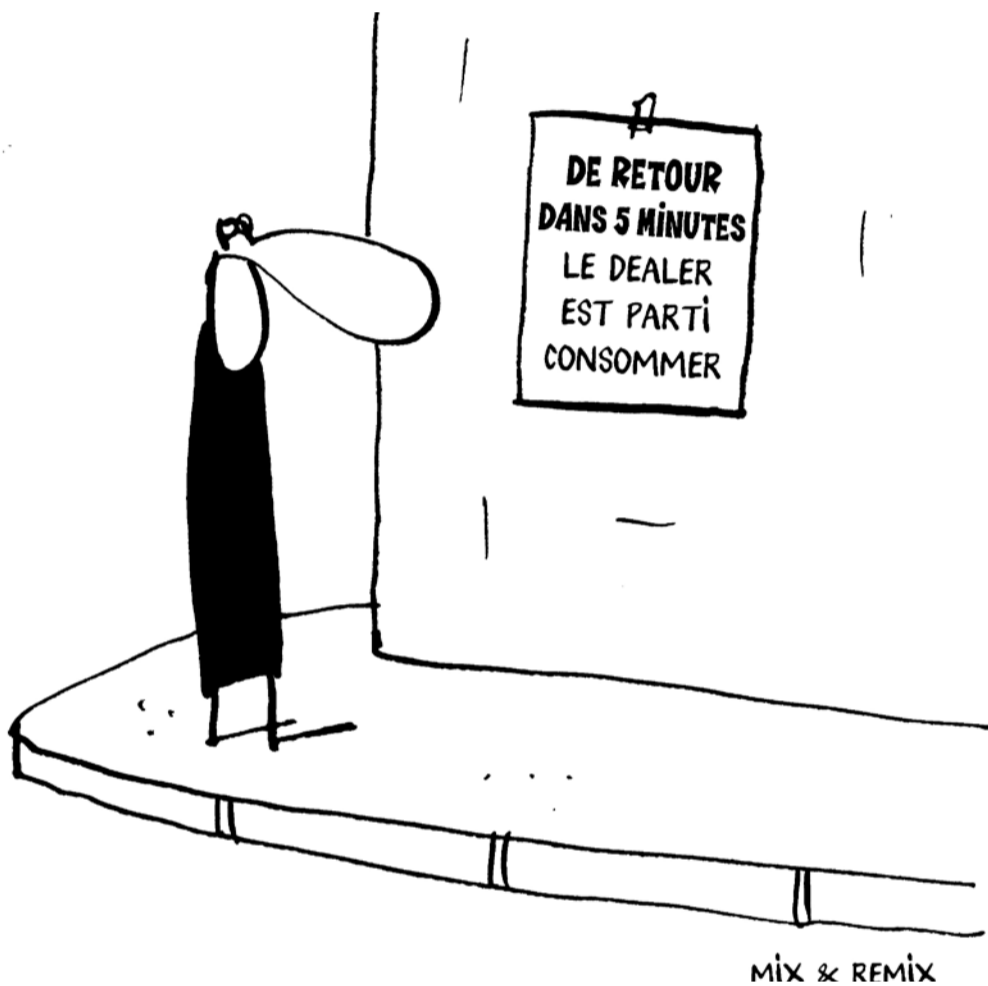
d'usagers... Tout cela fait que les débuts dans l'usage-revente sont souvent vécus comme agréables. Mais cette lune de miel ne dure pas. Entre les problèmes judiciaires, la difficulté à maîtriser sa consommation lorsque l'on dispose en permanence de produits, le rejet par la famille, la difficulté à distinguer amis et clients, les cambriolages, l'impossibilité d'épargner les bénéfices du

trafic, etc, les usagers-revendeurs finissent par se lasser de leur « travail » de dealer. C'est alors un nouveau regard sur la pratique qui s'élabore et beaucoup manifestent l'envie d'arrêter, de renouer avec un mode de vie « normal ».

Malheureusement, arrêter est loin d'être facile car c'est le moment où l'individu prend conscience des dépendances qu'il a développées, en termes de consommation, mais aussi de façon plus générale. Diminuer sa

consommation, accepter des emplois durs et mal payés, se retrouver seul, lâché par des clients que l'on pensait être des amis... La période qui suit la sortie est souvent très sombre et les rechutes sont fréquentes. Certains usagers-revendeurs choisissent alors de se tourner vers le système de santé mais ils n'y trouvent pas de services appropriés. En effet, pour l'instant, la réduction des risques a complètement fait l'impasse sur cette pratique. Il est temps que ça change !

\* A ce sujet, lire l'excellent ouvrage de R. Coomber : « Pusher's myths, re-situating the drug dealer »



## Dans le texte

« Si l'on veut devenir "fourgueur", la première chose à faire est de trouver un grossiste. Je n'en connaissais pas, alors je me suis associé à Bill Gains, qui connaissait un bon grossiste italien dans le Lower East Side. On achetait l'héroïne quatre-vingt-dix dollars les sept grammes et on la coupait avec du lactose : à peu près un tiers de lactose pour deux tiers d'héroïne dont on faisait des capsules d'un "gram". On revendait les capsules deux dollars pièce. Elles contenaient de 10 à 16% d'héroïne pure, ce qui est beaucoup pour des capsules revendues au détail. On devrait pouvoir faire au moins cent capsules avec sept grammes d'héroïne. Mais si le grossiste est italien, on peut être certain qu'on en fera moins. Généralement, on en confectionnait quatre-vingts au lieu de cent.

Bill Gains était "de bonne famille" - si mes souvenirs sont exacts, son père était banquier dans la Maryland - et il avait de la classe. Son activité habituelle consistait à voler des manteaux dans les restaurants et il était parfaitement adapté à ce travail. Le bourgeois américain n'a pas de signes particuliers. Il se définit par ce qu'il n'est pas. Gains allait plus loin. Non seulement il ne possédait pas de signe particulier, mais il était positivement invisible : une vague présence respectable. Il existe certains fantômes qui ne peuvent se matérialiser qu'avec un drap ou un bout d'étoffe quelconque. Gains était ainsi. Il se matérialisait avec le manteau d'un autre.

Gains avait un sourire d'enfant malicieux qui contrastait de manière saisissante avec ses yeux bleu pâle, éteints et las. Il souriait comme s'il écoutait en lui-même quelque chose d'agréable qui s'y passait. Quelquefois, après une piqûre, il souriait et disait, espiègle : "Ce truc est du tonnerre !" Il parlait avec le même sourire de la débécance ou des mésaventures des autres : "Herman était beau gosse quand il a débarqué à New York. L'ennui, c'est qu'il a perdu sa belle allure."

Gains était un des rares camés à se réjouir de voir des néophytes se transformer en drogués. Beaucoup de fourguteurs camés sont contents de trouver un nouveau client pour des raisons d'argent. Quand on a de la drogue, on cherche naturellement des clients pourvu qu'ils soient valables. Gains, lui, aimait inviter de jeunes garçons dans sa chambre pour leur faire une piqûre à l'œil, la plupart du temps avec des résidus de vieux cotons, puis observer les effets, son petit sourire aux lèvres.

La plupart du temps, les gosses disaient que c'était pas mal et les choses en restaient là. C'était comme les barbituriques, les amphétamines, l'alcool ou l'herbe, sans plus. Mais quelques-uns y revenaient assez souvent pour être accrochés, et Gains contemplant ces convertis, souriait comme un prélat de la came. Plus tard, il disait : "Vraiment, Untel doit comprendre que je ne peux plus subvenir à ses besoins." L'initiation n'était plus intéressante. Le temps était arrivé de payer, et de payer sa vie durant, attendant au coin des rues et dans les cafés le fourgueur, le médiateur entre homme et came. Gains n'était qu'un petit curé de campagne dans la hiérarchie de la came. Il évoquait les prélats avec une sainte terreur : "Les trafiquants ont dit..." »

William S. Burroughs (1914-1997), *Junky* (1953), éditions Pierre Belfond.  
Texte choisi par Anne O'Neill, infirmière à Quai 9

## Le conso/dealer, cible privilégiée de la police

**Projecteur** Entre pressions policières et harcèlement des consommateurs, il se trouve rapidement en situation inconfortable

Jean-Louis Nicou  
INFIRMIER À PREMIÈRE LIGNE

**S**elon certains témoignages recueillis au Quai 9, pour un consommateur de drogues, la principale préoccupation, jour après jour, est d'avoir assez d'argent pour acheter du produit. Le consommateur qui choisit d'utiliser le deal, parce qu'ils ne dispose pas de revenus légaux suffisants, réduit sensiblement les risques liés aux autres méthodes de recherche de fonds, tels que la prostitution ou le vol.

Concrètement, il achète à un dealer un « grip » de 5 grammes à 150 Frs. Il met 2 grammes de côté pour sa

consommation personnelle, le reste étant séparé en 15 paquets de 2/10<sup>e</sup> de gramme, dont la revente lui permettra de racheter un grip de 5 grammes et de recommencer. Le bénéfice financier est insignifiant et passe presque entièrement dans la consommation personnelle.

Le conso/dealer a beaucoup d'amis... surtout quand il a du produit à vendre ! Puisqu'il ne fait généralement pas ça pour faire du bénéfice au-delà de sa propre consommation, il lui arrive régulièrement de dépanner un usager désargenté contre un repas, une nuit dans un appartement plutôt que dans la rue, voire sans contrepartie.

Ces relations « amicales », dont certaines sont clairement intéressées, empêchent souvent de nouer des relations sociales basées sur la confiance.

Dans ses relations avec la police, le conso/dealer subit plus de pression que les autres usagers. Il connaît les dealers et ses informations sur le marché intéressent beaucoup la police. Il n'est donc pas rare qu'un conso/dealer interpellé décide de « donner » un de ses vendeurs pour ne pas être trop inquiété par la police. Il évitera toutefois de donner le nom d'usagers de drogues ou d'autres conso/dealers. Certains ne respectent pas cette règle, suscitant ainsi la

méfiance des autres usagers et une certaine exclusion des cercles de consommateurs.

Quand un conso/dealer décide d'arrêter de dealer, que ce soit pour des problèmes de justice ou pour mieux contrôler sa consommation, il sera sollicité par les autres usagers, pendant des mois ou même des années, avant que ceux-ci comprennent qu'il ne vend plus.

En conclusion, les conso/dealers interrogés insistent pour différencier leur comportement de celui des vrais dealers, qui, le plus souvent, ne sont pas des consommateurs réguliers et dont le seul objectif est d'engranger des bénéfices.

# Radiographie du deal à Genève

**Éclairage** Le marché est très cloisonné, selon les drogues et l'origine des dealers qui les vendent. D'où vient la marchandise ? Comment est-elle convoyée ? Comment le deal s'organise-t-il à Genève ? Le point avec un officier de la police genevoise.

Par **Xavier Pellegrini**  
COORDINATEUR DU JOURNAL

Porte-parole de la police genevoise, Patrick Pulh n'est pas de ceux qui colportent l'équation «étranger = dealer»: «Il est vrai que l'immense majorité des trafiquants sont étrangers ou d'origine étrangère, dit-il. Mais seule une minorité des représentants de ces populations ont un comportement délictueux. Il faut donc éviter de stigmatiser une nationalité ou une race en raison du comportement de quelques-uns». Mais pourquoi les étrangers ? La pauvreté et la précarité d'une grande partie d'entre eux ainsi que leur intégration très faible expliquent en partie l'attrait pour un commerce qui peut rapporter gros. Mais une partie du bénéfice du petit deal est envoyée dans le pays d'origine, pour nourrir des familles. Il peut aussi servir, pour ce qui concerne les requérants d'asile, à payer les dettes contractées auprès des passeurs.

Mais cela n'explique pas que le trafic soit essentiellement aux mains de représentants de certaines nationalités. Il faut plutôt en chercher la raison dans la géopolitique des drogues: «Les trafiquants sont pour la plupart

originaires de pays de transit de la marchandise, qu'elle vienne du rectangle d'or (via les Balkans), d'Amérique du Sud (via l'Afrique) ou du Maghreb», précise Patrick Pulh. Que ce soit à Genève, à Paris ou à Stockholm, les «grossistes» recherchent, pour le trafic local, des personnes de confiance avec qui ils ont des liens étroits - familiaux ou ethniques - et qui partagent un culte du secret qu'il est très dangereux de briser. «Pour de nombreuses raisons, il y a peu de risques que vous et moi décidions de mettre en place un trafic! affirme Patrick Pulh. L'une d'elle est que nous nous connaissons que depuis une demi-heure!»

«L'omerta explique sans doute le fait que nous obtenons très peu d'informations durant les interrogatoires, affirme l'officier de police. Remonter les filières à partir des dealers s'avère donc très difficile. Les enquêtes sur les grands et moyens grossistes, menées elles par la brigade des stupés - souvent avec l'aide des autres polices suisses et des autorités étrangères - sont donc plus efficaces. Mais elles s'avèrent également très difficiles, pour des raisons différentes, notamment la puissance et l'organisation très efficace des réseaux.»

Cela ne veut pas dire que le marché local soit délaissé. La Task Force Drogue, qui travaille sur le terrain, exerce une forte pression sur les trafiquants. «Cette unité est spécialisée dans la lutte contre le trafic local et les zones de deal, explique Patrick Pulh. Son travail, le contrôle et harcèlement quotidien des dealers contribue à éviter que Genève ne devienne une plaque tournante de la drogue, notamment en raison de l'aéroport. De plus, le fait que de nombreux consommateurs de France voisine - où la répression de la consommation est plus forte qu'en Suisse - viennent s'approvisionner à Genève augmente la demande régionale. Ils sont environ 3000 dans ce cas.»

Tout en respectant les fondements de la politique suisse des drogues, mettant davantage l'accent sur la prévention que sur la chasse aux consommateurs, «la police genevoise s'efforce d'endiguer le trafic. Cela dit, nous sommes relativement protégés: les grands caïds de la mafia ne sont heureusement pas implantés chez nous».

Selon les drogues et les nationalités concernées, l'organisation du commerce local diffère sensiblement. Tour d'horizon:

## Cocaïne

### La traite des mules

«Le trafic de cocaïne est l'affaire de requérants d'asile africains de l'Ouest, pour la plupart originaires de Gambie, de Côte d'Ivoire du Niger et de Guinée-Bissau. Il a lieu surtout sur la rive droite, par contact dans la rue ou par rendez-vous pris par natel.» Pour éviter une lourde peine (et parfois échapper totalement à la prison, surpeuplée), les dealers ne transportent sur eux qu'une ou deux boulettes. Ce sont donc des fourmis et ceux qui sont arrêtés sont immédiatement remplacés par d'autres.

«De manière générale, il y a une grande rotation qui complique notre travail de repérage. Il faut donc de gros moyens pour lutter contre ce trafic», dit l'officier de police. De plus, pour chaque arrestation, la vente doit être prouvée, ce qui nécessite le témoignage d'un consommateur. «Mais notre travail a produit des résultats: les zones de deals sont sous contrôle, ce qui est très important pour la perception du phénomène par la population.»

La cocaïne destinée au marché européen est transportée d'Amérique du Sud vers l'Afrique par avion ou cargo. Là, elle est prise en charge par les mafias locales qui choisissent leurs revendeurs selon des critères claniques décrits plus haut.

«Cette drogue entre à Genève essentiellement via l'aéroport par des moyens sordides, rappelle Patrick Pulh. Les *bodypacks*, ces sachets ingérés par les mules tendent à remplacer les caches dans les valises. Ce mode de transport imposé par les caïds des pays de transit est particulièrement dangereux et dégradant. Les *bodypacks* sont introduits par la bouche et par l'anus. Les passeurs sont gavés comme des oies, ce qui rend souvent nécessaire une anesthésie.»

«Lorsque nous soupçonnons un passager, nous le radiographions et si nous détectons des paquets, nous attendons qu'ils sortent naturellement du corps. Mais parfois, nous devons avoir recours à des laxatifs, sous contrôle médical. Nous devons être extrêmement prudents, car l'expulsion peut être très dangereuse pour le convoyeur. Pour les grossistes, une "bonne mule" doit pouvoir transporter dans ses entrailles plus d'un kilo de cocaïne.»

«Nos moyens ne suffisent pas pour interpellé systématiquement toutes les personnes suspectes. Nous avons donc recours au profilage, qui donne d'assez bons résultats. Les flagrants délits sont suivis d'interrogatoires afin de récolter des informations sur le réseau, la provenance et la destination de la drogue. Il arrive que nous laissions passer des voyageurs qui sont manifestement des mules pour les suivre en ville ou ailleurs en Suisse pour démanteler des réseaux.»

## Drogue, alcool et criminalité

«À Genève, le commerce de la drogue engendre peu de violence», constate Patrick Pulh, porte-parole de la police. La baisse des prix des substances permet presque à chacun d'en acquérir sans avoir recours à d'autres délits.

«Le deal entraîne surtout des rixes entre bandes de dealers rivales, et dans ce cas nous intervenons très rapidement. Cette violence ne touche pas ou peu les consommateurs et les passants», affirme l'officier de police. La consommation excessive d'alcool, en particulier les «cuites express», engendrent des comportements qui posent de plus grands problèmes de sécurité.»

## Héroïne

### Une forte implantation locale

Contrairement à la cocaïne, l'héroïne est surtout vendue en périphérie de la ville, généralement dans des parcs ou sur rendez-vous pris par natel. Généralement, le dealer «planque» la marchandise qu'il compte vendre dans la journée en l'enterrant et ne prélève pour chaque transaction que la quantité demandée par chaque client.

«Le marché est tenu essentiellement par des Albanais (qu'ils soient originaires du Kosovo ou d'Albanie)», mais aussi d'autres pays de l'ex-Yougoslavie. Dans ce cas aussi, cela s'explique par des raisons géopolitiques. «L'héroïne est transportée par route du Rectangle d'or via la Turquie puis les Balkans, d'où est organisée la distribution en Europe selon la même logique ethnique et familiale que pour la cocaïne. Les grands grossistes connaissent les revendeurs européens, avec qui ils sont souvent liés par les solidarités très fortes nées sur les champs de bataille.»

Dans le cas des Albanais, il ne s'agit généralement pas de requérants d'asile faisant des «sauts de puce» en Europe. Ils sont installés à Genève depuis longtemps.

## Cannabis

### Le deal des gagne-petit

«La consommation du cannabis est banalisée au point que beaucoup de gens oublient qu'elle est illégale», constate Patrick Pulh. Comme pour la cocaïne, le deal a lieu essentiellement au centre-ville mais ne génère pas, lui, de gros bénéfices. La marchandise arrive principalement d'Afrique par grosses quantités (jusqu'à 10 kilos) et est convoyée par bateau puis par route. Les dealers sont pour la plupart Maghrébins. «Ce sont des gens sans statut, sans papiers tels qu'on en rencontre dans toutes les grandes villes», explique Patrick Pulh, qui précise que les «zizous», experts du vol à la tire, font également commerce de la cette drogue.

## Drogues synthétiques

### Le fortifiant du vendredi soir

«Ce sont les drogues du vendredi soir» dit Patrick Pulh. Substances dites «festives», pour la plupart excitantes, elles sont moins stigmatisées que la cocaïne et l'héroïne. L'ecstasy, le GHB, les méthamphétamines, les somnifères type Dormicum, etc, circulent surtout dans les boîtes de nuit. Ils proviennent de laboratoires européens, mais à la connaissance de la police, il n'y en a pas en Suisse. «Le deal a lieu très discrètement sur les lieux de consommation, relève Patrick Pulh. Il est difficile de repérer les dealers.»